



**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



DÉBAT PUBLIC
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

ENTREPRISE

CLIMAT ÉNERGIE

**Comment se projeter
à l'horizon de 2050 ?**

Compte-rendu

Débat organisé en collaboration avec :



**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ**


**PRÉFET
DE LA RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ**
*Liberté
Égalité
Fraternité*


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Programme financé par :

SOMMAIRE



CLIMAT & ÉNERGIE

COMMENT SE PROJETER À L'HORIZON DE 2050 ?

- Pédagogie et climat : la formation pour accélérer la transition dans son entreprise
- Présentation des Conversations Carbone
- Conférence-débat climat-énergie, les ordres de grandeur pour projeter votre stratégie d'entreprise
- Bilan Carbone : faire progresser son modèle d'affaires vers un monde bas carbone
- Présentation du compte carbone et Fresque de la Renaissance Écologique à destination des élus
- Conférence-débat « Bien vivre avec 5 fois moins en 2050 »
- La démarche de RTE pour anticiper les prochaines mutations climat énergie
- Battle compte carbone vs taxe carbone



Vendredi 24 novembre 2023 de 9h à 17h



Grand Kursaal à Besançon (25)

34 personnes présentes

6 intervenants

INTERVENANT.E.S

- **Matthias Bieber**, Fresque du Climat
- **Pascale Morer**, Conversations Carbone
- **Franck Grigi**, Citoyens Pour Le Climat
- **Olivier Bourguine**, Bilan Carbone
- **Armel Prieur**, Compte Carbone
- **Emmanuelle Geoffroy**, RTE



INTRODUCTION

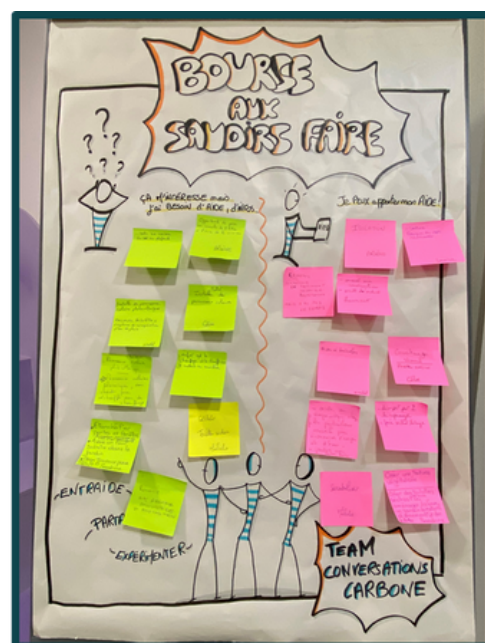
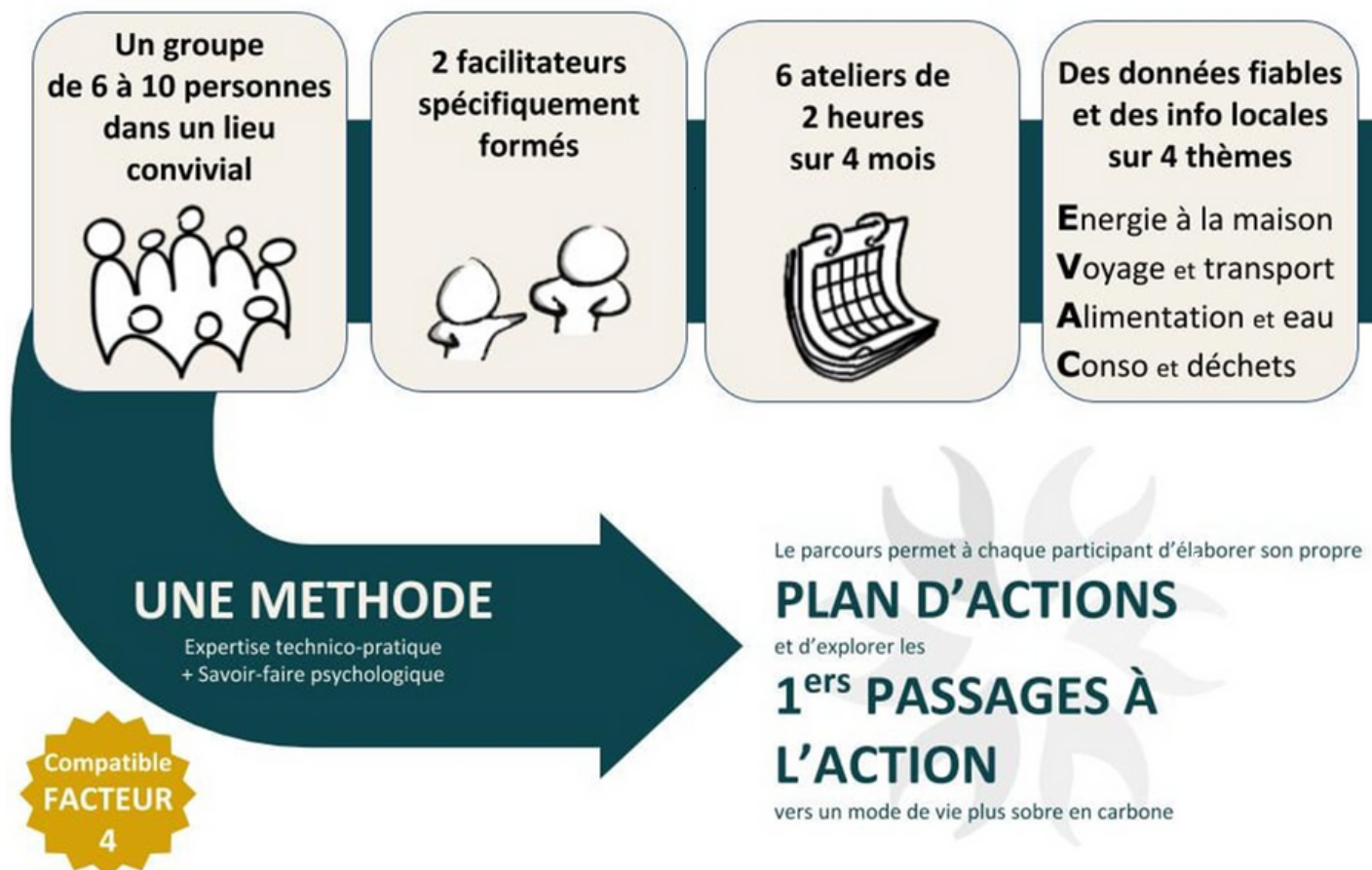
Les prévisions climatiques des scientifiques nous indiquent clairement que les températures continueront d'augmenter tant que nous n'aurons pas atteint la neutralité carbone. Les assureurs alertent sur les impacts économiques de plus en plus conséquents et sur l'impossibilité future d'assurer ces impacts. Les problématiques d'approvisionnement en matériaux et le coût des énergies sont également des problématiques à anticiper. La Stratégie Nationale Bas Carbone, piloté par l'État, donne les orientations pour mettre en œuvre, dans tous les secteurs d'activité, la transition vers une économie bas-carbone, circulaire et durable. Elle définit une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 2050.

Afin d'anticiper les prochaines mutations et d'adapter votre entreprise à son environnement concurrentiel, nous vous invitons à cette journée « Entreprises, climat et énergie, comment se projeter à l'horizon de 2030 ? ». Les objectifs sont de vous présenter les ordres de grandeur, des outils et vous permettre de débattre des solutions. Dirigeants, responsable de la stratégie, du marketing, de la RSE/QSE, bureaux d'études, cet évènement devrait vous intéresser.



PRÉSENTATION DES CONVERSATIONS CARBONE

Intervention de Pascale Morer et Mélodie Coulon, Conversations Carbone.



**Des ateliers participatifs,
Vers un mode de vie plus sobre en carbone!**



FAIRE DES CHANGEMENTS

Expérimenter

Choisissez un changement que vous avez vécu et que vous êtes prêt(e) à partager



1) Choix ou contrainte ?

- Avez-vous **choisi** de changer ?
- Étiez-vous **d'accord** avec ce changement ?
- Ce changement vous a-t-il été **imposé** ?

2) Sentiments à propos de ce changement?

- Excité-e et **content-e**
- En **colère** ?
- Las.se ou résigné-e ?
- **Motivé-e** et enthousiaste ?
- Choqué-e et enclin-e à ne pas le croire ?
- Trépignant-e d'impatience ?
- Plein-e d'appréhension et d'incertitude ?
- **Découragé-e** et craintif-ve ?
- Positif.ve et **déterminé-e** ?
- Facilement abattu-e ?
- **Fier-e** et heureux-se ?
- Quoi d'autre ?

3) Qu'est-ce qui vous a aidé ?

Était-ce :

- De **planifier** le changement ?
- Le **soutien** des autres ?
- La **coopération** avec les autres ?
- De parler de comment vous vous sentiez ?
- De **parler** de vos difficultés ?
- De simplement **vous y mettre** ?
- Autre chose ?

4) Changements réussis et changements manqués

Quelle est la différence ?





DYNAMISER vos pratiques de changement

Envie, confiance,
compétences : activons
vos clés individuelles et
collectives pour abaisser
fortement votre
empreinte carbone.



FORMER vos équipes

Accueil > Flash > Haut-Doubs. Des ateliers pour réduire votre bilan carbone

Flash Vie Locale Valdahon

Haut-Doubs. Des ateliers pour réduire votre bilan carbone

Les Conversations carbone regroupent 6 à 10 personnes dans un lieu convivial pour échanger
ou cours d'ateliers de 2h. L'expérimentation débute à Valdahon.

Par David Aubry - 21 septembre 2023

230

Partager



Les deux formatrices seront là pour accompagner les participants dans leurs choix.

Pour un Français moyen, dont l'empreinte carbone est de 10,2 tonnes de CO₂, aller au-delà
des réductions symboliques de son empreinte est difficile. Nos modes de vie sont liés à des
pratiques sociales complexes. Le temps, l'argent, sa propre identité, les valeurs, les désirs
et statuts peuvent tous être en jeu.

On parle des Conversations Carbone

Valdahon

"Les Conversations carbone incitent à passer à l'action au quotidien"

Pour la première fois, la communauté de communes des Portes du Haut-Doubs accueille
des Conversations carbone, des ateliers où les participants élaborent leur propre plan
d'actions pour réduire leur empreinte carbone dans leur vie quotidienne. Pascale Morer
est, avec Christelle Bion, une formatrice à l'initiative de ce dispositif sur le territoire.

**C'est à dire: En quoi
consistent ces Conversations
carbone ?**

Pascale Morer : Il s'agit de
temps d'échanges très structurés
(à raison de 6 ateliers de 2 heures
sur quatre mois). Il ne s'agit pas
d'apporter des solutions clés en
main, mais chaque personne va
adapter des solutions à sa vie.
On met à disposition des participants
des notions, des idées.
Par exemple, on peut
partir sur le compost :

**"Il faut
digérer son
congélateur
une fois
par an."**

On installe un lombricom-
posteur dans un appa-
reil, c'est très pro-
pre, ça n'a pas d'odeur
et ça produit un jus très
intéressant pour les
plantes. Ou alors un compost
collectif, etc. On vise de manière
générale une diminution de 4
tonnes de l'empreinte carbone
par participant sur quatre
mois, jusqu'à la fin.

**Cid : Les gens sont-ils
conscients de l'impact du
réchauffement climatique,
et notamment de leur
empreinte carbone ?**

P.M. : Ils en sont conscients
mais au quotidien, on se protège.
On met tout ça dans une boîte
qu'on met de côté. Cette
méthode des Conversations car-
bone propose d'ouvrir cette boîte
mais doucement. L'idée est de
faire des choix en fonction de
l'impact que ça a dans
sa vie et on propose
toute une série d'ac-
tions comme récupérer
l'eau froide de la
douche pour ensuite
l'utiliser, prendre des
lingettes démaquillantes
lavables, etc. Lors des
ateliers, on leur montre une
grille qui reprend des mesures
et en face leur impact environ-
nemental. Certains se rendent
compte qu'ils s'étaient mis à

des choses contre-productives.
Par exemple, on n'est pas la
peine d'éplucher les légumes
s'ils sont bio. On les lave bien
et on les cuit.

**Cid : Pouvez-vous donner
quelques exemples de choses
à réaliser avec un gain éco-
logique important ?**

P.M. : Digérer et nettoyer son
congélateur une fois par an per-
met de faire de grosses écono-
mies d'électricité. On met à dis-
position des participants une
maquette énergie et des wattmè-
tres afin de mesurer la consom-
mation de leurs appareils. Cer-
tains consomment, d'autres pas
du tout. Les gens ont tout un
réseau à faire dans leur maison
pour mesurer leur empreinte
carbone.

Concernant le transport, on peut
s'inscrire sur des sites de partage
de voitures comme Blablacar.
Bien sûr, les économies



Pascale Morer s'est formée comme formatrice grâce à
Grand Besançon Métropole. La capitale comtoise est la
seconde ville pilote en France sur les Conversations carbone.

**Cid : C'est la première fois
que des Conversations car-
bone sont organisées sur les
Portes du Haut-Doubs.
Cependant, vous en avez fait
à Besançon. Quels ont été les
retours des participants ?**

P.M. : Qui du positif. Les conver-
sations carbone incitent à passer
à l'action. Et il y a énormément
de psychologie dans cette
méthode. On travaille autour

l'environnement que l'humain.
Elle permet de lever les freins
mais il faut d'abord les débou-
quer. C'est aussi très fluide
comme conversation, nous
sommes dans le non-jugement,
le respect. C'est assez personnel
comme atelier et cela permet
une cohésion sociale assez
forte.

Propos recueillis
par L.P.

**Les prochains ateliers ont lieu les mardis
3 et 17 octobre, 7 et 21 novembre et 19 décembre
de 18 h 30 à 20 h 30 à l'espace Mémoires à Valdahon.**

CONFÉRENCE-DÉBAT CLIMAT-ÉNERGIE

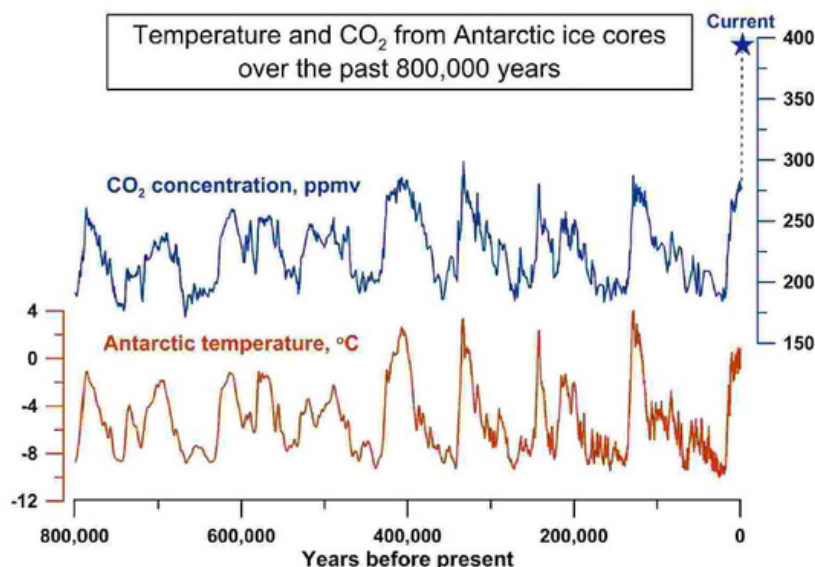
LES ORDRES DE GRANDEUR POUR PROJETER VOTRE STRATÉGIE D'ENTREPRISE

Intervention de Franck Grigi, Citoyens Pour Le Climat.

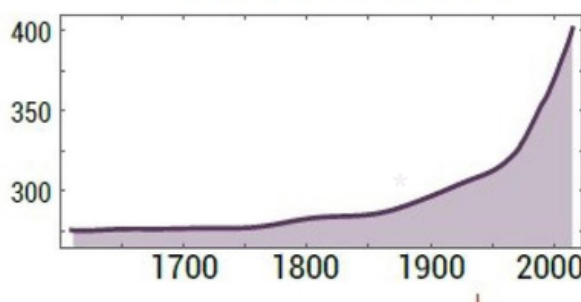


On en est où dans l'Histoire du climat?

Regardons le dernier million d'années



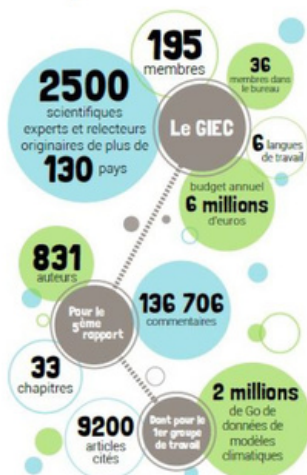
**MAIS SANS OUBLIER
LES DERNIERS 300 ANS!**



L'humanité sait

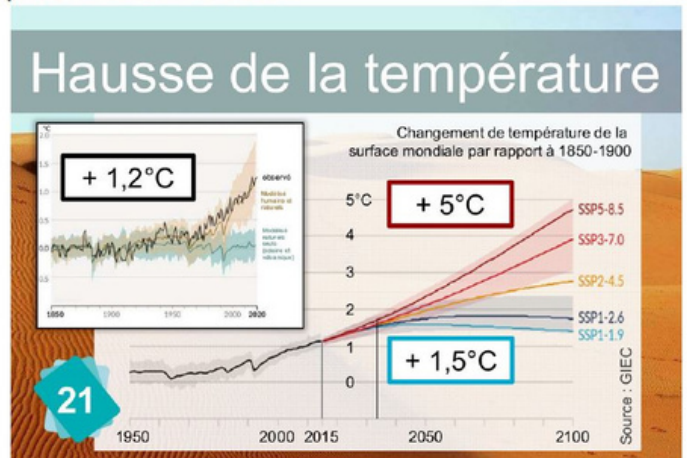
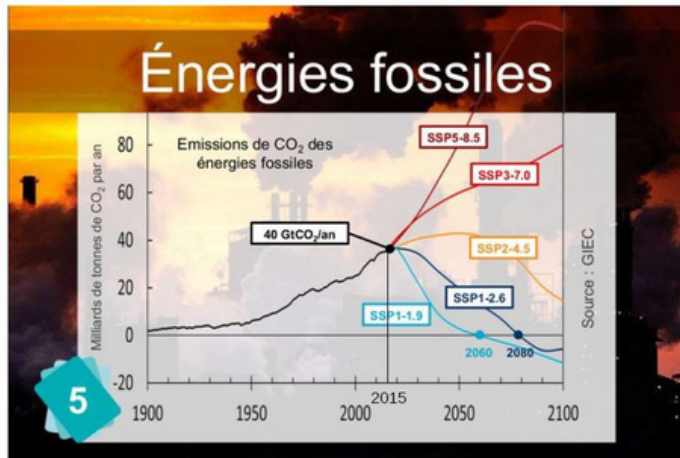
• Groupe d'experts mandatés par l'ONU, depuis 1988

- Synthèse de tous les travaux existants sur le climat : compréhension du changement, impact sur le vivant et les sociétés humaines, perspectives pour limiter ce changement
- Environ 2 500 scientifiques experts et relecteurs de plus de 130 pays



On en est où dans l'Histoire du climat?

Et en 2100 ? Cela dépend de nos choix :



L'horloge tourne (analogie de la baignoire)

**Tant que nous sommes au-delà de la neutralité carbone,
les températures moyennes continuent leurs augmentations**

Inertie d'un système :

- Climat -> environ 20 ans (au début de la baisse on continue à émettre + stock d'énergie à absorber)
- Sans retour en arrière rapide. Il en restera environ 10 % au bout de 10 000 ans.

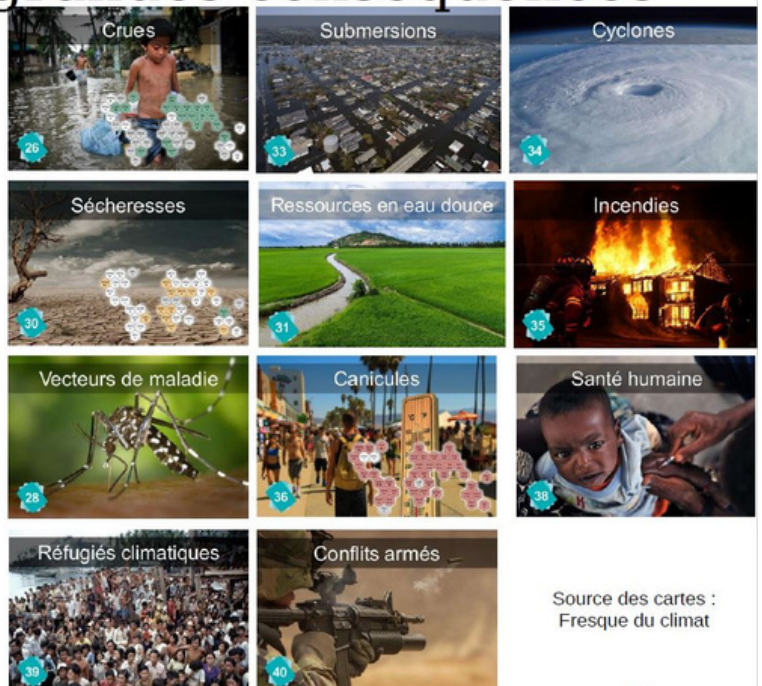
Petites causes, grandes conséquences

Benabar
Les conséquences globales

- Événements climatiques extrêmes
 - Coûts associés très élevés déjà envisagés par les Assurances.
 - Impact sur la santé humaine (vagues de chaleur, maladies tropicales)
 - Mouvements de population (migrations climatiques)
- Perte irréversible de la biodiversité
 - Impact sur la santé humaine
- Raréfaction des ressources naturelles (en eau potable, terres agricoles)
 - Migrations climatiques
 - Risques géopolitiques importants (conflits, voire guerres)

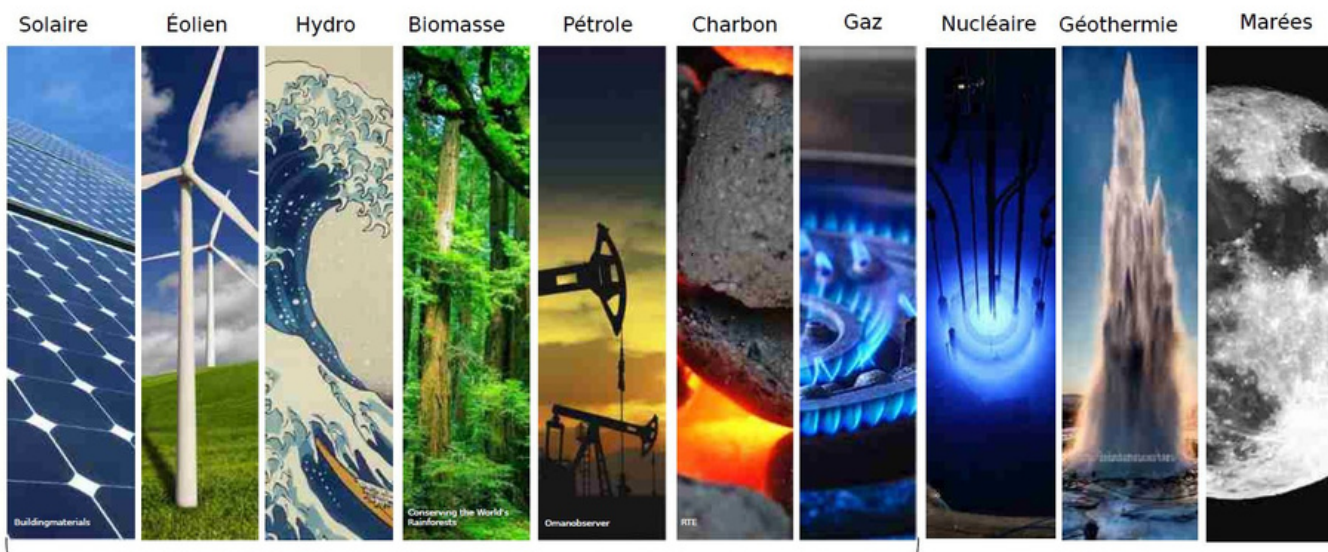
Donc des conséquences sur VOTRE vie
et celle des organisations
(entreprises, ...) !

Évitons l'ingérable, gérons l'inévitable
(Avenir climatique).



Source des cartes :
Fresque du climat

Zoom Energie

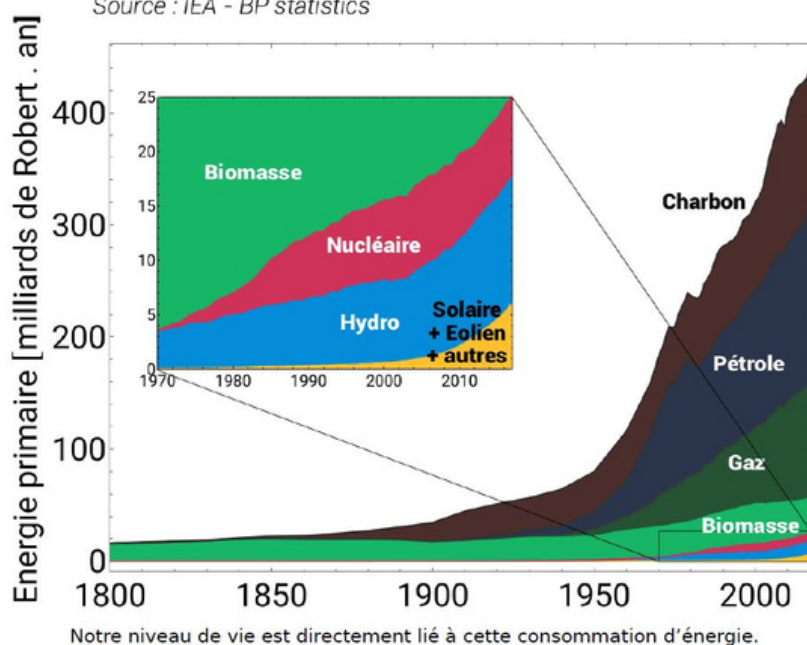


Issues du Soleil

L'énergie est une grandeur physique qui mesure la capacité d'un système à modifier un état.

Zoom Energie Nos sociétés « accros » à l'énergie (fossile)

Source : IEA - BP statistics

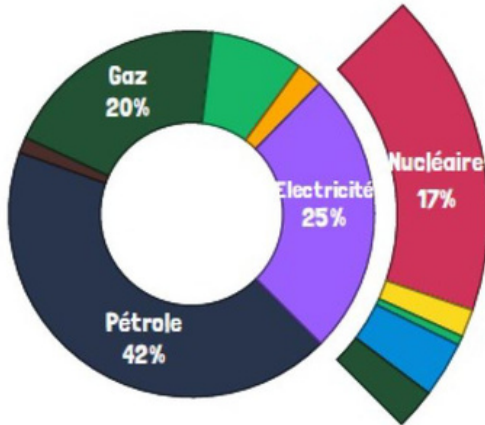


Zoom Energie

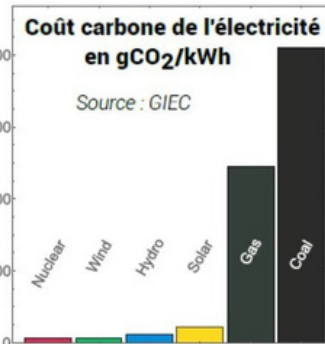
Nos sociétés « accros » à l'énergie (fossile)

Mais en France, tout est nucléaire?

Énergie finale en France (2017) :



Source : IEA, RTE



Source : GIEC

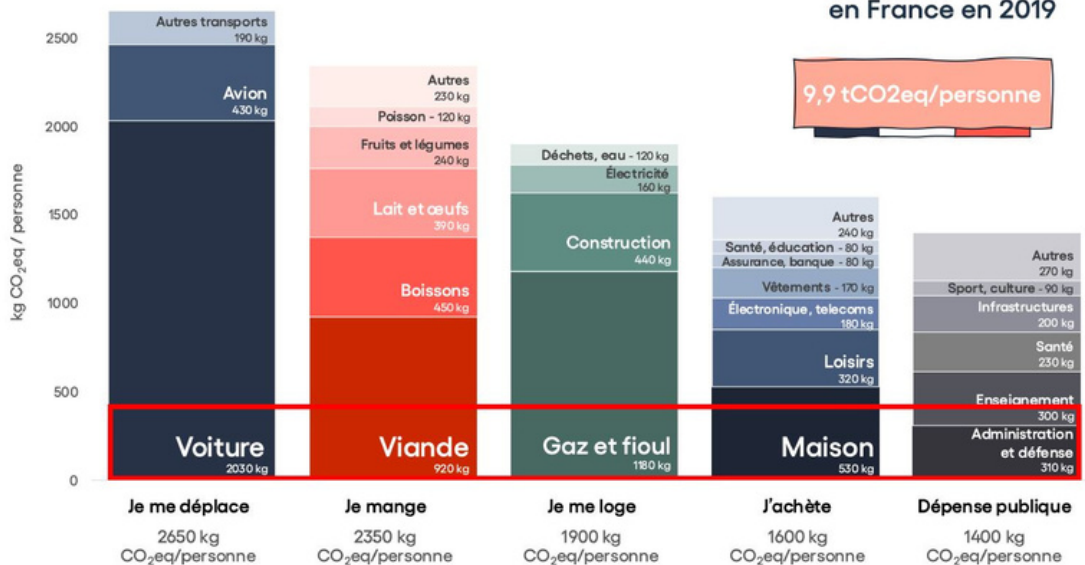
Le nucléaire :

- Bien meilleur pour le climat que les énergies fossiles
- « Moins mauvais compromis actuel » en termes de **Ptot/émissions au kWh** pour les 10-30 ans à venir **MAIS non transposable / non soutenable tel quel à moyen terme, mais nous devons tout développer hormis les fossiles pour arriver à faire notre transition tout en développant notre sobriété.**

Alors, que peut-on faire et dans quel domaine ?

carbone4 MY CO2

Empreinte carbone moyenne en France en 2019



Demain, neutralité carbone = 2t

Gaz inclus : CO2 (hors UTCATF France), CH4, N2O, HFC, SF6, PFC, H2O (trainées de condensation).
Source : MyCO2 par Carbone 4 d'après le ministère de la Transition écologique, le Haut Conseil pour le Climat, le CITEPA, Agribalyse V3 et INCA 3.

BILAN CARBONE

FAIRE PROGRESSER SON MODÈLE D'AFFAIRES VERS UN MONDE BAS CARBONE

Intervention de Olivier Bourguine, Bilan Carbone.

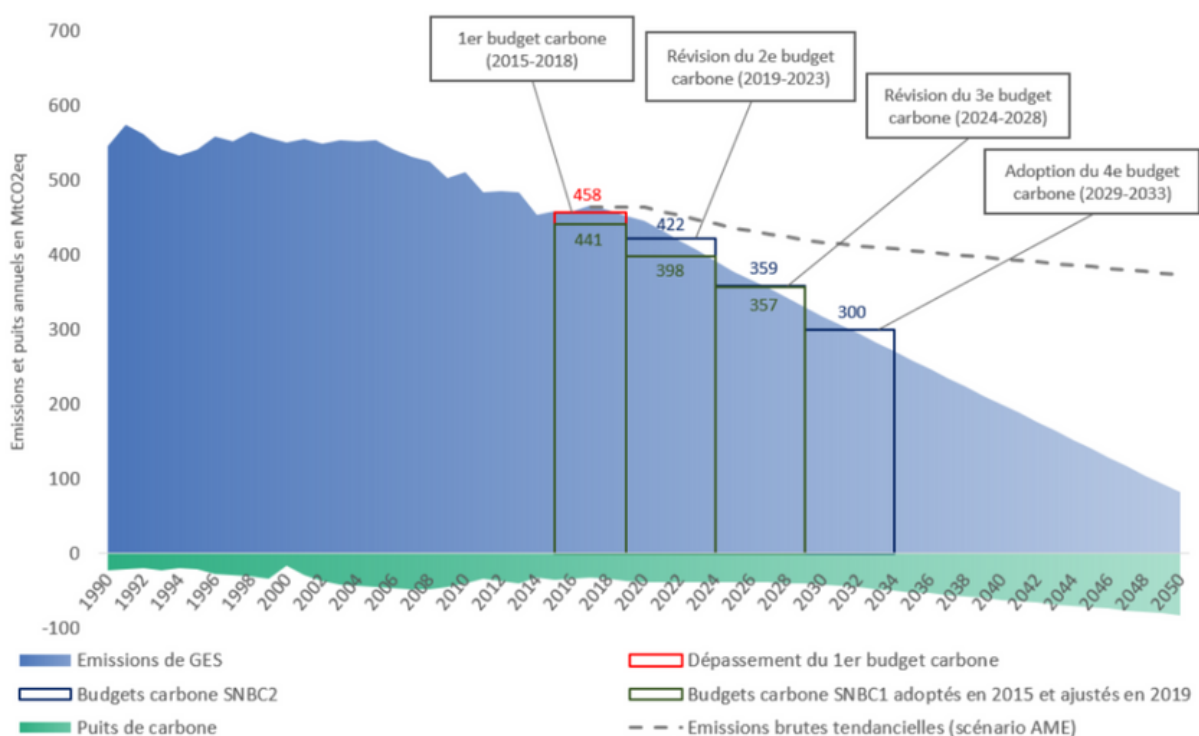
Contexte actuel

Accord de Paris (COP21 - 2015) : d'ici la fin du siècle...

“**Limit**er la hausse de la température à **2°C maximum**, en faisant tous les efforts pour la maintenir **en deçà de 1,5°C**”.

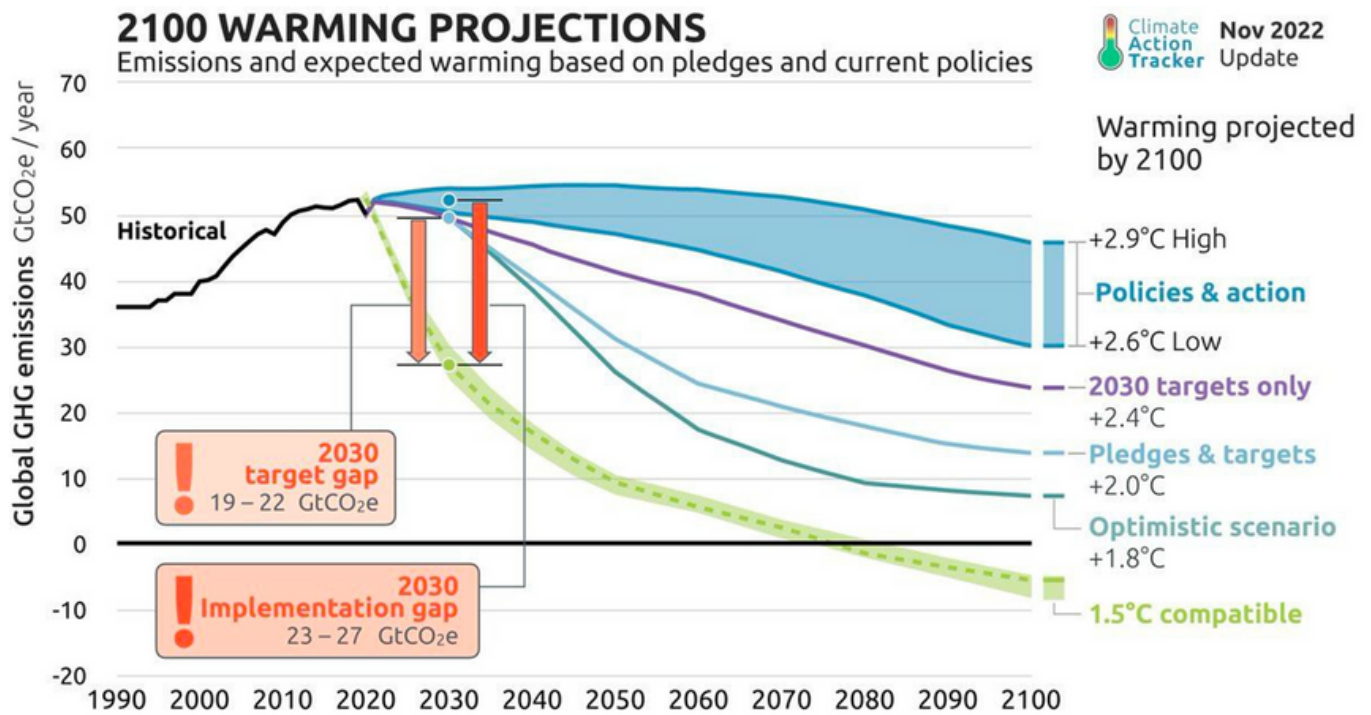


Figure 5 - Historique et trajectoire des émissions nettes de gaz à effet de serre en France entre 1990 et 2050



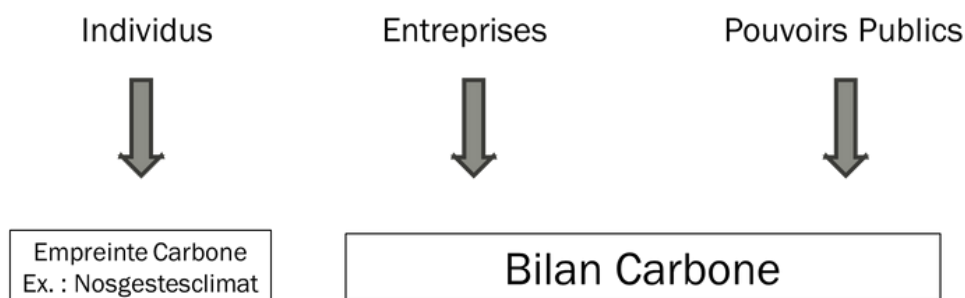
Source (données 1990 à 2017) : inventaire CITEPA secten – format Plan Climat Kyoto – avril 2018

Source - <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/SNBC-2%20synthe%CC%80se%20VF.pdf>



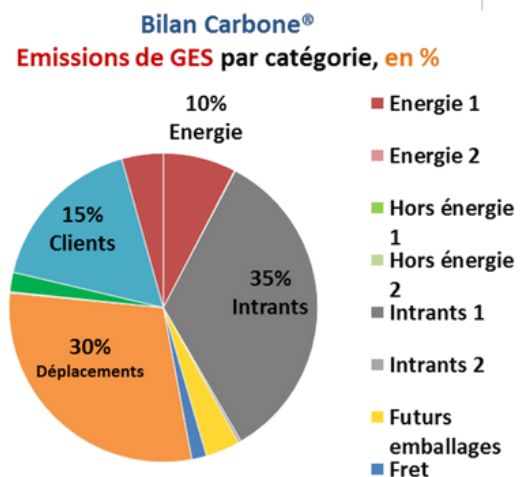
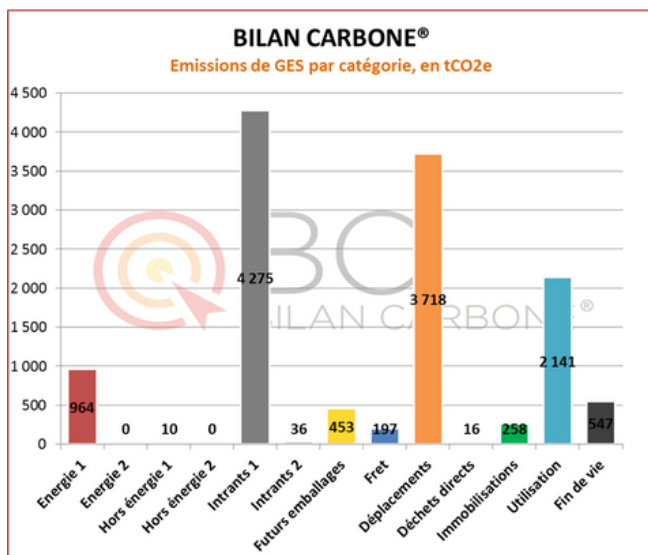
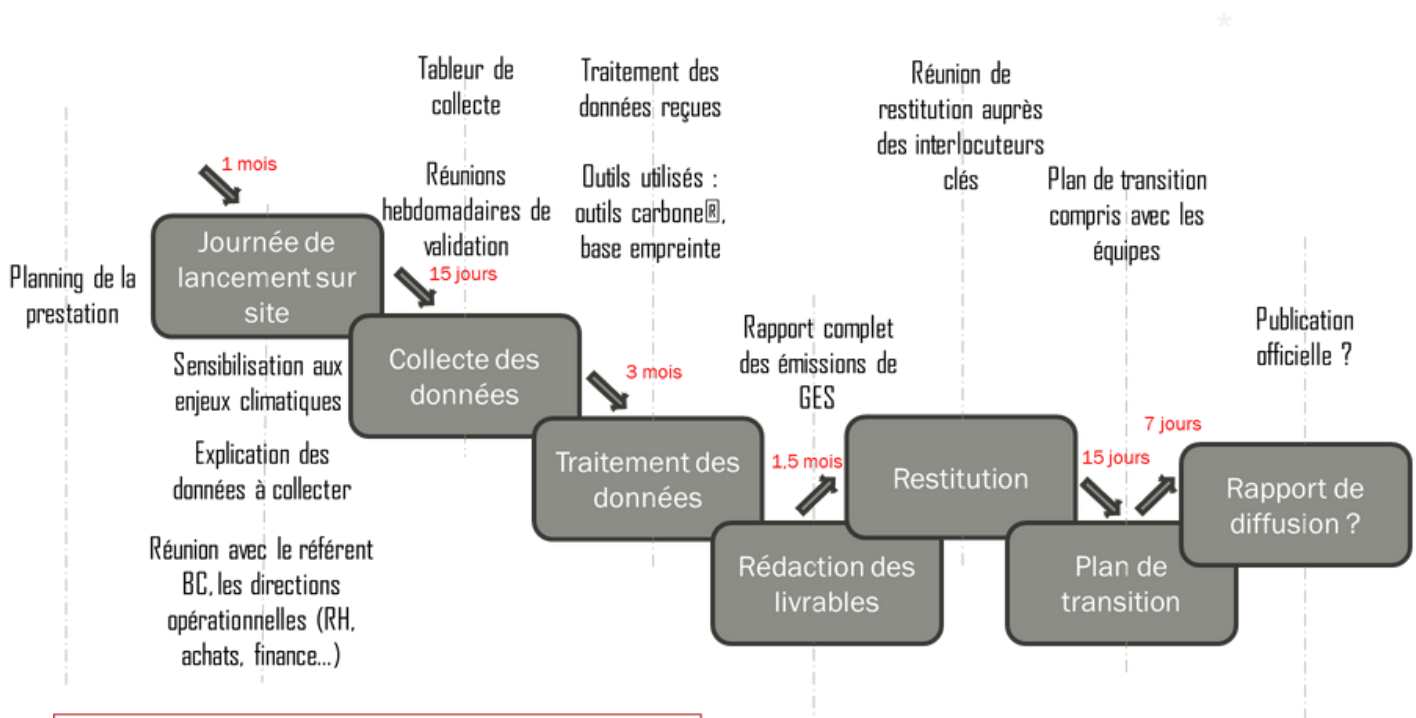
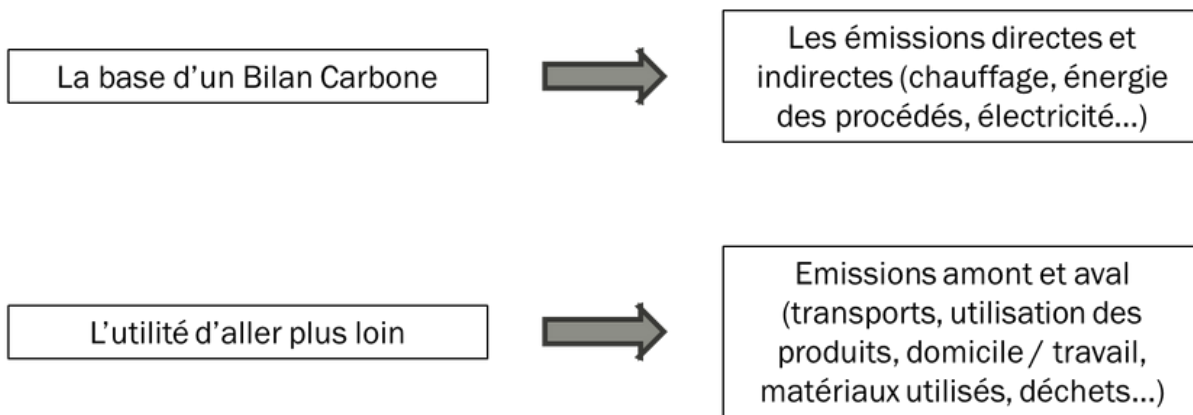
Le Bilan Carbone

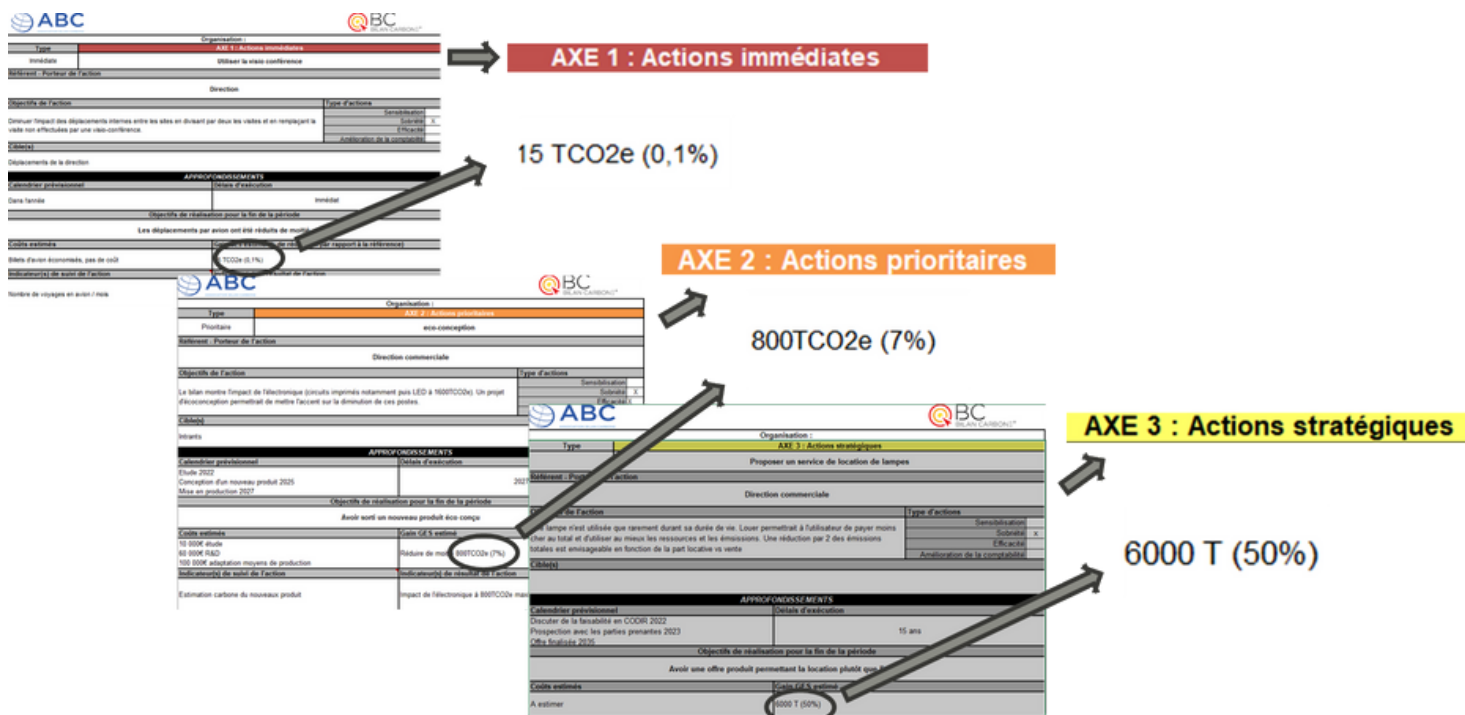
Mesurer... plus finement



Les outils

Analyser son modèle d'affaire du point de vue Gaz à Effet de Serre, à son échelle ou plus globalement.

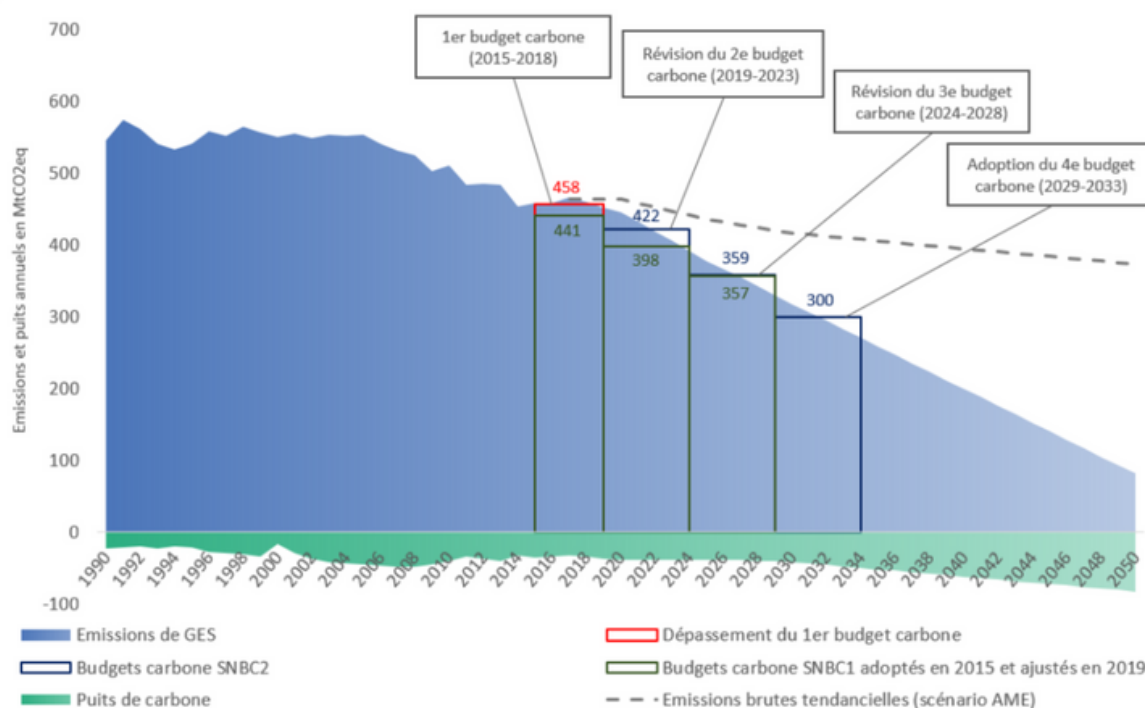




Un bilan carbone n'a pas pour objectif de minimiser ses émissions au moment de l'étude, mais d'agir pour les diminuer.

Le bon élève n'est pas celui qui a le meilleur score au début, mais celui qui diminuera le plus.

Figure 5 - Historique et trajectoire des émissions nettes de gaz à effet de serre en France entre 1990 et 2050



Source (données 1990 à 2017) : inventaire CITEPA secten – format Plan Climat Kyoto – avril 2018

Pourquoi faire un bilan carbone ?

■ Pour qui ?

Les entreprises de plus de 500 salariés (250 dans les DOM), les collectivités de plus de 50000 habitants, les établissements publics de plus de 250 agents, les services de l'État.

■ Et pour les autres ?

Pas d'obligation particulière. Le Bilan Carbone peut être adapté au périmètre que souhaite l'entreprise.

■ Quelles sanctions ?

La sanction maximale en cas de non-réalisation est portée à 10 000 euros, et 20 000 euros en cas de récidive.

■ Quelle fréquence ?

Le Bilan GES réglementaire est public et mis à jour tous les 4 ans pour les Personnes Morales de droit privé, et tous les 3 ans pour l'État, les collectivités territoriales et les autres Personnes Morales de droit public.

■ Pour qui ?

Les entreprises de plus de 500 salariés (250 dans les DOM), les collectivités de plus de 50000 habitants, les établissements publics de plus de 250 agents, les services de l'État.

■ Et pour les autres ?

Pas d'obligation particulière. Le Bilan Carbone peut être adapté au périmètre que souhaite l'entreprise.

■ Quelles sanctions ?

La sanction maximale en cas de non-réalisation est portée à 10 000 euros, et 20 000 euros en cas de récidive.

■ Quelle fréquence ?

Le Bilan GES réglementaire est public et mis à jour tous les 4 ans pour les Personnes Morales de droit privé, et tous les 3 ans pour l'État, les collectivités territoriales et les autres Personnes Morales de droit public.

■ Pour qui ?

Les entreprises de plus de 500 salariés (250 dans les DOM), les collectivités de plus de 50000 habitants, les établissements publics de plus de 250 agents, les services de l'État.

■ Et pour les autres ?

Pas d'obligation particulière. Le Bilan Carbone peut être adapté au périmètre que souhaite l'entreprise.

■ Quelles sanctions ?

La sanction maximale en cas de non-réalisation est portée à 10 000 euros, et 20 000 euros en cas de récidive.

■ Quelle fréquence ?

Le Bilan GES réglementaire est public et mis à jour tous les 4 ans pour les Personnes Morales de droit privé, et tous les 3 ans pour l'État, les collectivités territoriales et les autres Personnes Morales de droit public.

Les aides

La réalisation d'un bilan carbone peut coûter plusieurs milliers d'euros, selon la taille de l'entreprise. L'ADEME propose de participer aux frais, à condition que l'entreprise ne soit pas légalement tenue de réaliser ce bilan et qu'elle le fasse pour la première fois. L'objectif est d'aider les entreprises désireuses de s'engager dans cette démarche de manière proactive.

Le dispositif prévoit une aide de :

- 4 000 € pour les entreprises de moins de 250 salariés (et 6 000 € d'aide de la BPI)
- 6 000 € pour les entreprises entre 250 et 499 salariés (et 4 000 € d'aide de la BPI)

*

BIEN VIVRE AVEC 5 FOIS MOINS EN 2050

Intervention de Armel Prieur, Compte Carbone.

42 millions de français déjà gagnants avec le climat.

Ce n'est pas magique : c'est le concept du compte carbone

C'est le mécanisme qui garantit que la France passe de 9 à 2 t CO₂e par personne et par an en 30 ans !

Un mécanisme sur deux pieds : 1-il s'agit de donner à chaque français un pécule de 9000 points carbone c qui serviront à « payer » les contenus carbone de tous achats de produits et services

D'abord 5 critères pour évaluer les politiques :

1-garantir le résultat annuellement

2-intégrer tous achats, locaux et importés

3-éviter toute injustice sociale

4-impliquer tous les acteurs

5-laisser libre chacun

Le second pied du mécanisme concerne les entreprises :

Pour étiqueter elles doivent facturer en carbone et tenir un registre carbone contrôlé par experts-comptables.

Les disparités entre français nécessitent des ajustoirs :

Les riches demanderont à racheter des surplus, l'ajustoir régional pourra leur en vendre (conditions à définir) grâce à l'achat aux plus modestes de leurs points carbone inutilisés.

La revente d'excédents peut concerner 42 millions de français selon l'étude WID

Certains préféreront ne pas revendre et ainsi faire monter le prix d'échange que paieront les riches.

La clé d'efficacité du compte carbone est l'étiquetage qui stimule les entreprises à décarboner : pour rester compétitives, les entreprises réduisent chaque année leur contenu carbone qu'elles peuvent diviser par 3 en 30 ans. Idem pour administrations.

Bien sûr il faut de l'investissement public en même temps...

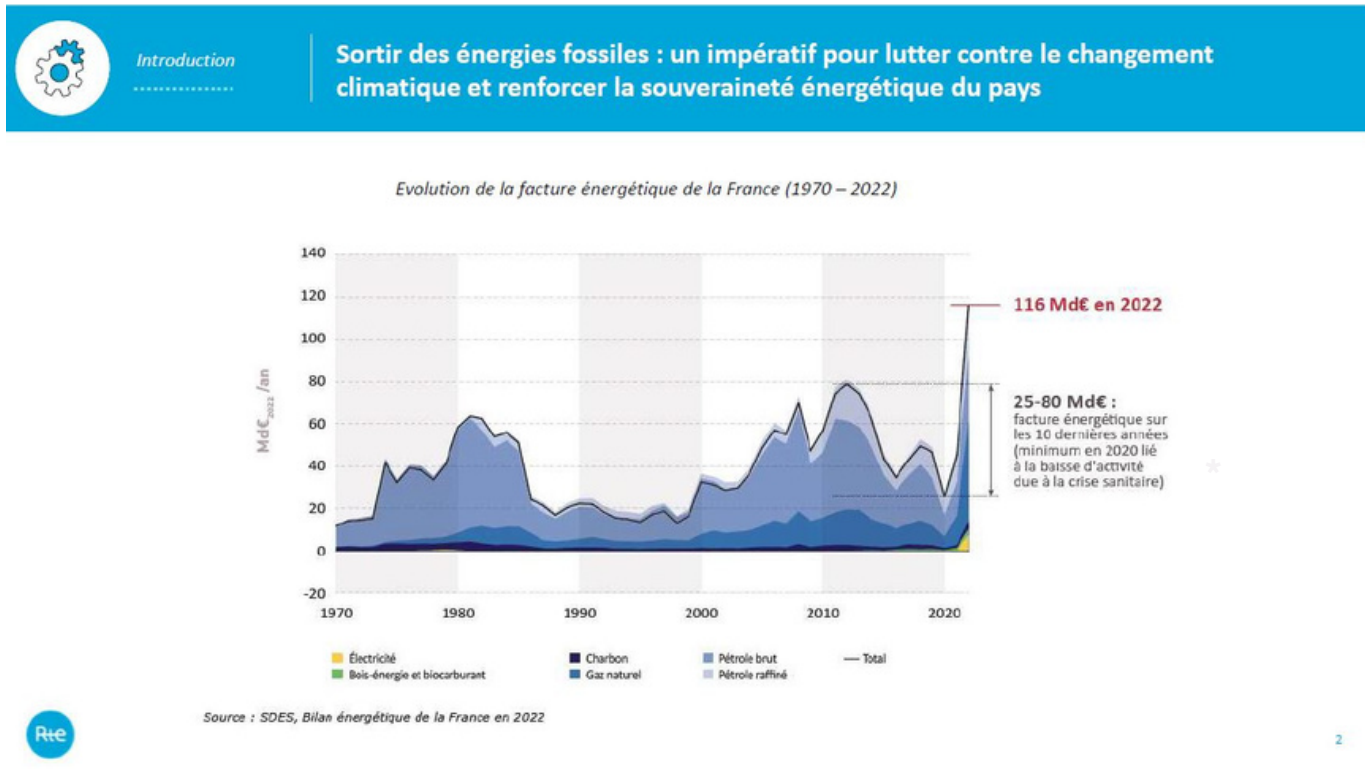
L'article de www.LeJournal.info détaille comment la décarbonation progressive amène en 2050 à avoir le même confort avec 2t CO₂ qu'avec 6t aujourd'hui.

6t est justement l'empreinte climatique moyenne des 50% des français les plus modestes

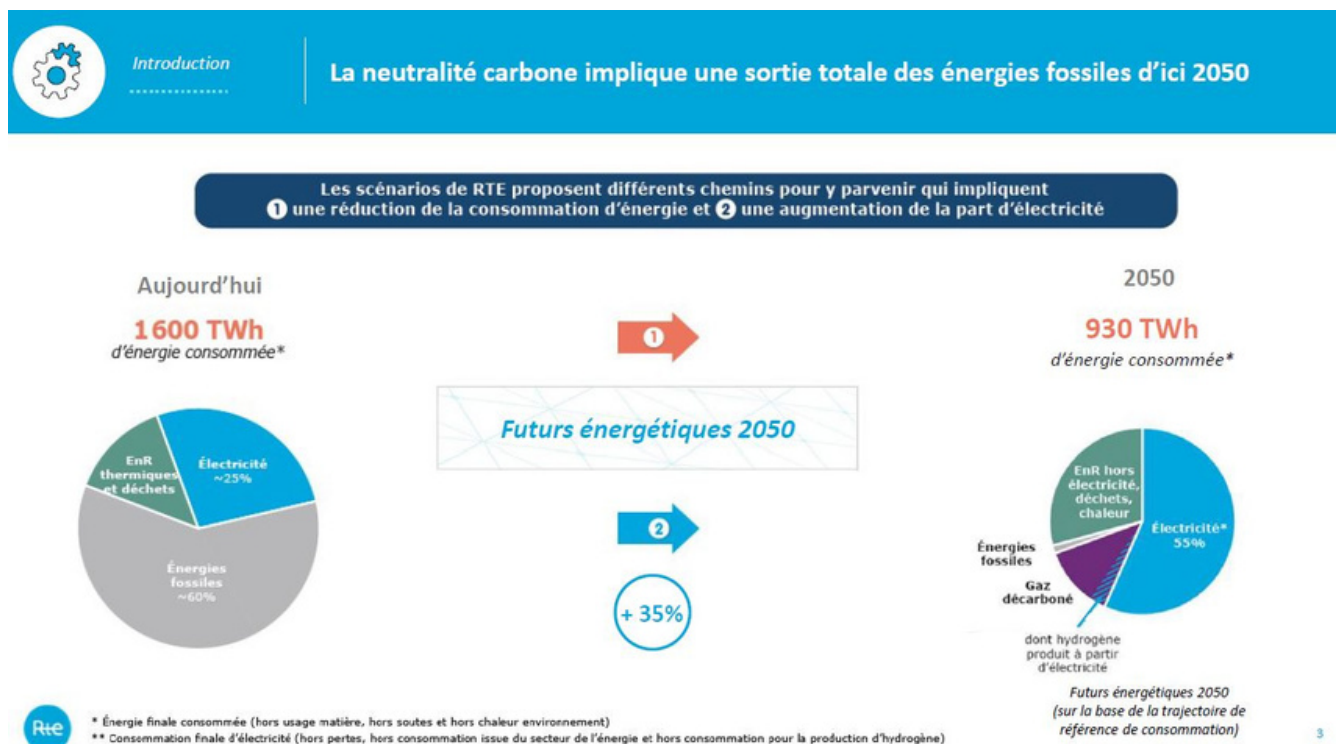
Nous voulions vous ALERTER et surtout vous RASSURER.

LA DÉMARCHE DE RTE POUR ANTICIPER LES PROCHAINES MUTATIONS CLIMAT ÉNERGIE

Intervention de Emmanuelle Geoffroy, RTE.

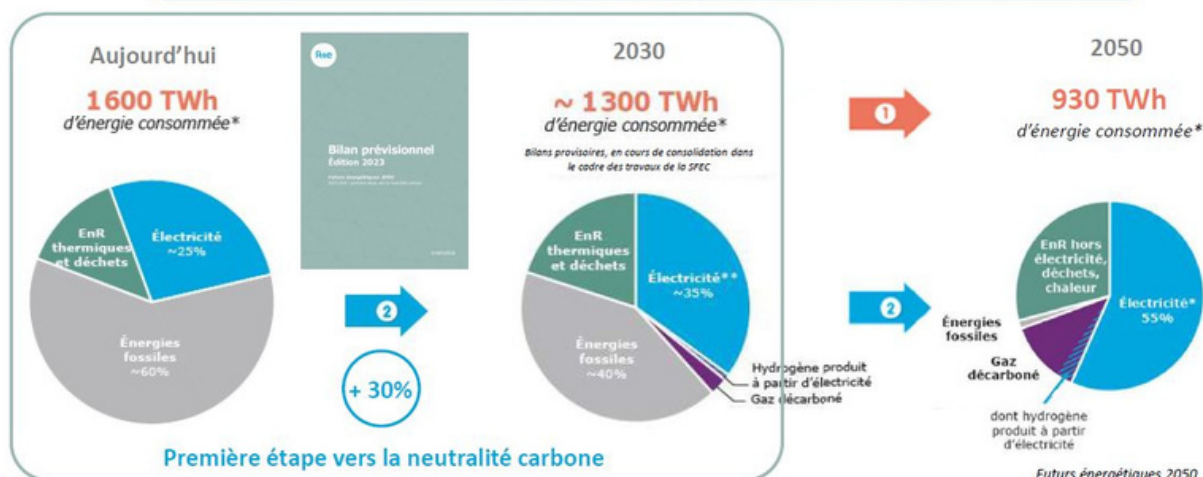


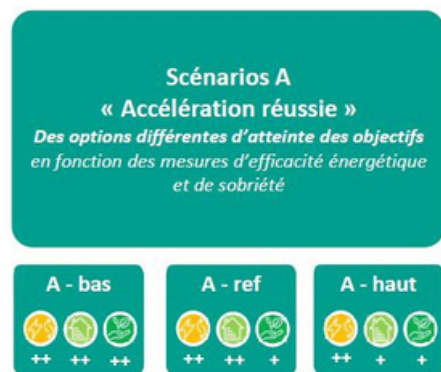
2





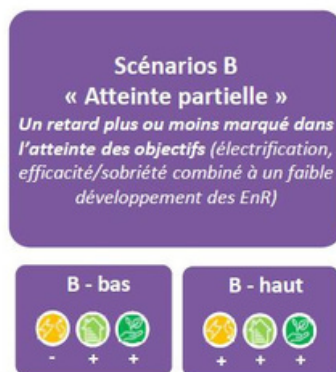
Les scénarios de RTE proposent différents chemins pour y parvenir qui impliquent
1 une réduction de la consommation d'énergie et **2** une augmentation de la part d'électricité



Exercice de nature *prospective*

Cadre macroéconomique favorable

Exercice d'analyse de risque



Cadre macroéconomique de mondialisation contrariée

6



Evolution de la consommation et de la production d'électricité décarbonée



L'économie du système électrique



La sécurité d'approvisionnement



Les stratégies industrielles



Les nouveaux usages de l'électricité

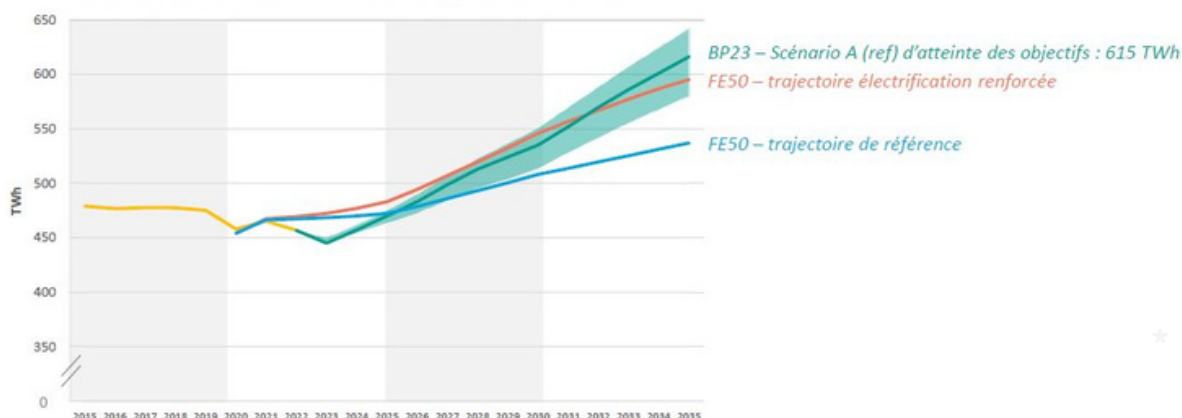


Consommation
Production

Pour atteindre les objectifs de décarbonation accélérée et de souveraineté énergétique, une croissance forte et rapide de la consommation d'électricité est nécessaire

- 1 L'augmentation de la consommation d'électricité est la contrepartie de la baisse souhaitée de celle des énergies fossiles
- 2 La nouvelle trajectoire de référence pour la consommation se situe dans la fourchette haute des *Futurs énergétiques 2050* (trajectoire de réindustrialisation profonde et d'électrification renforcée), soit entre 580 et 640 TWh en 2035

Évolution de la consommation d'électricité dans les différents scénarios à l'horizon 2035



9



Consommation
Production

La France a les moyens de gérer ces besoins d'électricité en hausse en s'appuyant sur quatre leviers essentiels : sobriété, efficacité énergétique, renouvelables et nucléaire

- 1 Renoncer à l'un des leviers rend extrêmement difficile l'atteinte des objectifs climatiques et de sécurité d'approvisionnement : il existe toutefois des marges de manœuvre dans le dosage entre les leviers, ce qui laisse la place à un choix public sur la façon d'atteindre les objectifs
- 2 Choisir une ambition élevée sur chacun des leviers doit se faire dès maintenant, car ils ne déploient leurs effets que dans le temps

Les leviers identifiés pour atteindre les objectifs climatiques et de souveraineté énergétique à l'horizon 2035

Des besoins d'électricité qui augmentent dans tous les secteurs pour assurer la sortie des énergies fossiles et réindustrialiser la France



Quatre leviers essentiels pour couvrir ces besoins

- Encore quelques degrés de liberté dans le choix politiques et solutions
- Mais peu de marges de manœuvre

Efficacité énergétique
Amélioration de la performance des procédés, équipements et bâtiments
-75 TWh/an minimum, -100 si possible

Sobriété
Baisse de la consommation reposant sur une évolution des modes de vie (à l'échelle individuelle et collective)
-25 TWh/an minimum, -60 si possible

Nucléaire
Prolongation des réacteurs et maximisation du productible
360 TWh minimum, 400 si possible

Renouvelables
Accélération du rythme de développement
270 TWh minimum, 320 si possible



les

10



... mais qui peuvent se déployer de manière plus ou moins rapide

Différentes temporalités de matérialisation des leviers de la transition énergétique

D'ici 2030



L'accroissement de la production décarbonée reposera essentiellement sur les **renouvelables terrestres**



La **sobriété** des gestes simples et la prolongation de mesures mises en place à l'hiver 2022/2023 produisent un effet rapidement sur la maîtrise de la consommation

Entre 2030 et 2035



Un relais de croissance peut être assuré par l'**éolien en mer** (objectif 18 GW en 2035) si les appels d'offres sont lancés entre aujourd'hui et 2025



Les effets de la montée en cadence du rythme et de l'efficacité des **rénovations** peuvent se faire sentir à moyen terme, de même que les potentielles inflexions vers des modes de vie plus sobres

Au-delà de 2035



Les **nouveaux EPR2** apporteront leur contribution à la production nationale (en intégrant la perspective de fermetures de réacteurs à 60 ans)



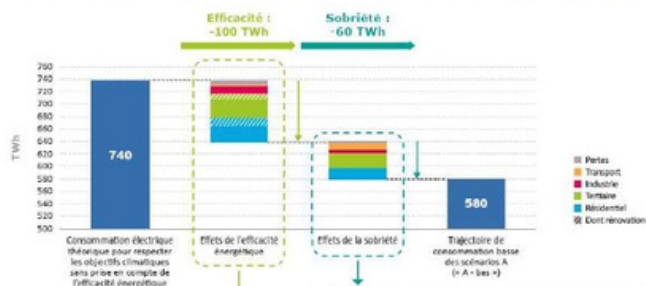
Des gisements supplémentaires sont accessibles en fonction des choix collectifs sur les modes de vie et d'organisation (évolution de l'organisation collective, développement d'offres sobres...)

*



La maîtrise de la demande en électricité est indispensable, dans ses 2 composantes : efficacité énergétique et sobriété

Effets attendus de l'efficacité énergétique et effets potentiels de la sobriété sur le niveau de consommation à l'horizon 2035 (scénario A - bas)



1

Efficacité énergétique : poursuivre l'amélioration de la performance des équipements neufs, massifier la rénovation efficace des logements

- Réduction des consommations** initiales des équipements : directives européennes d'écoconception, renouvellement du parc d'équipements, amélioration des procédés industriels, etc.
- Mise en œuvre de politiques publiques volontaristes :** rénovation thermique des bâtiments (multiplication par trois des efforts moyens), réglementation sur la construction neuve, dispositif « éco-énergie tertiaire », utilisation privilégiée des pompes à chaleur avec une réduction accélérée de l'usage du gaz fossile pour le chauffage

2

Sobriété : un levier désormais essentiel, qui peut s'appuyer sur l'expérience concrète de l'hiver 2022-2023

- Atteindre -25 TWh :**
 - température de chauffage à 19°C
 - report modal : +30% des trajets en transport collectif, x3 pour les trajets en vélo
 - gestes simples : réduire la consommation d'eau chaude, éteindre les lumières inutiles...
- Atteindre -60 TWh :**
 - température de chauffage à 19°C
 - report modal : x2 des trajets en transport collectif, x5 pour les trajets en vélo
 - au-delà des gestes simples : des évolutions dans la manière d'habiter, de se déplacer et de consommer



L'accélération du développement des renouvelables, un levier essentiel pour accroître rapidement le productible décarboné

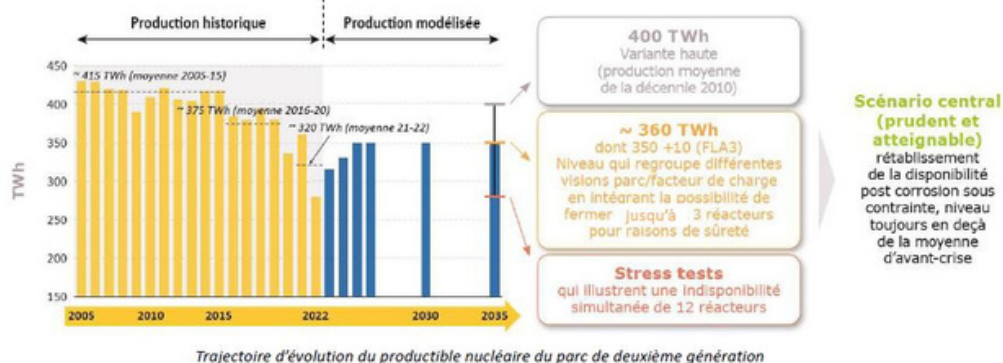
- 1 **Un enjeu de massification** : d'ici 2035, viser au minimum une production d'électricité renouvelable annuelle de 270 TWh (contre environ 120 TWh aujourd'hui) et si possible de 320 TWh
- 2 Différents panachages sont possibles pour atteindre ces volumes, en fonction des dynamiques industrielles et des choix publics

Rythmes de développement des filières de production renouvelables, aujourd'hui et à l'horizon 2035 dans le cadre du scénario A



Maximiser la production annuelle du parc nucléaire existant constitue un élément incontournable pour réussir la décarbonation au cours de la prochaine décennie

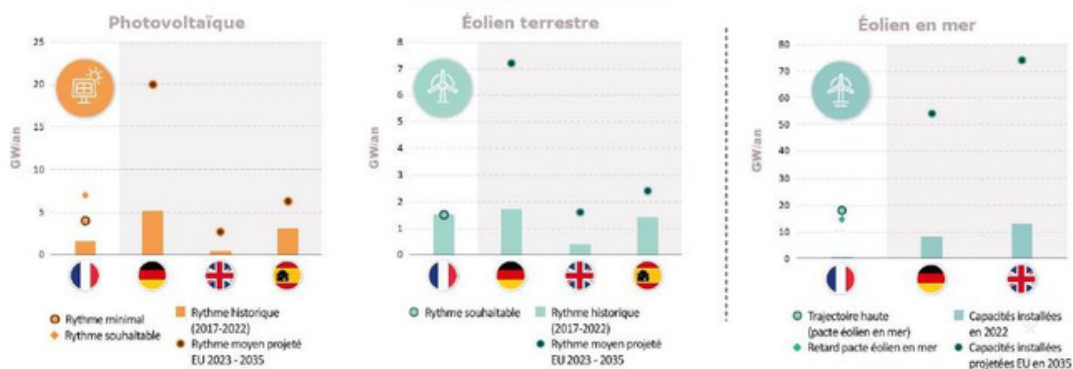
- 1 Le parc nucléaire a enregistré une baisse structurelle de sa production annuelle au cours des dernières années
- 2 Au cours de la prochaine décennie, l'enjeu est de retrouver des niveaux de disponibilité et de production supérieurs à ceux des dernières années : viser un productible de 400 TWh à parc complet, tabler sur 360 TWh



L'accélération du développement des renouvelables, un levier essentiel pour accroître rapidement le productible décarboné

- 1 Un enjeu de massification : d'ici 2035, viser au minimum une production d'électricité renouvelable annuelle de 270 TWh (contre environ 120 TWh aujourd'hui) et si possible de 320 TWh
- 2 Différents panachages sont possibles pour atteindre ces volumes, en fonction des dynamiques industrielles et des choix publics

Rythmes de développement des filières de production renouvelables, aujourd'hui et à l'horizon 2035 dans le cadre du scénario A
- comparaison avec les pays voisins



BATTLE COMPTE CARBONE VS TAXE CARBONE

Intervention de Armel Prieur, Compte Carbone.

Quinze minutes pour se lancer les arguments dans la figure et savoir - qui gagne - qui perd - à comparer les avantages et freins !

Les boxeurs : Armel Prieur (porte-parole du compte carbone) et Philippe Clapé, (conférencier) assistés par les participants, joker possible.

« Mesdames et messieurs du public, vous allez départager les deux combattants en comptant les points en faveur de chacun des opposants :

À ma droite Armel Prieur pour le mouvement du compte carbone

À ma gauche la taxe carbone défendue par Philippe Clapé

Armel Prieur, pourquoi votre mouvement s'oppose t'il à la taxe carbone ?

AP-Ce sont les économistes néolibéraux qui ont poussé tous les politiques de droite comme de gauche à affirmer qu'il n'y a pas d'alternative (selon un mot célèbre de Thatcher). Ils aiment la croyance dans le signal-prix, comme en taxant le tabac on a fait arrêter les jeunes de fumer (mon œil !) à l'inverse le compte carbone ne parle pas de sous mais seulement de baisser de 6% par an les gaz à effet de serre de la France par un comptage sur tous les produits.

PHC : Pourtant la taxe carbone est simple, si elle est progressive on ne se rend pas compte des efforts à faire et reste très acceptable, on pratique cela pour les carburants avec de bons résultats sur l'efficacité des moteurs...

AP : justement ce que nous voulons c'est faire prendre conscience de réduire le carbone, faut l'étiqueter partout, les produits et les services, les consommateurs seront informés de ce qui est plus ou moins carboné, les entreprises voyant l'étiquetage de leurs concurrents vont craindre de ne pas être les meilleures, alors elles vont décarboner leurs produits et services pour attirer le consommateur. Précisons que chaque citoyen serait doté d'une allocation de points carbone qui soit confortable au début (à 9000 kg/an/personne, 68% des français y gagnent et peuvent revendre des excédents) qui sera renouvelée chaque année avec 6% de moins.

Pour ce qui est de l'efficacité des voitures, oui la taxe a aidé, mais les voitures sont de plus en plus lourdes et globalement ça augmente.

PHC -attention avec le compte carbone tout le monde va savoir ce que je consomme

AP -le mécanisme prévoit dès le démarrage la plus stricte confidentialité, le commerçant verra seulement si j'ai du carbone sur mon compte pour pouvoir obtenir ce que je paie. Il est conçu comme système anti-fraude avec la technologie de données qui va bien. La dotation annuelle serait gratuite alors que la taxe carbone sera bien plus couteuse aux pauvres qu'aux riches.

PHC -je défends la taxe carbone avec compensation qui permettra aux pauvres de n'être pas pénalisés

AP -le problème c'est plutôt les riches, que la majoration de prix par taxe n'empêche pas de gaspiller les gaz à effet de serre ; pour la compensation qui serait servie aux plus modestes, il est difficile de le garantir sur long terme suivant les alternances politiques, à la première crise on consacre la taxe à autre chose qu'à aider les pauvres. Ça paraît vite « un pognon de dingue ».

PHC -la Suède pratique la taxe carbone depuis 30 ans en ayant réussi à le rendre acceptable par les plus pauvres, c'est bien la preuve que ça marche !

AP -effectivement il n'y a pas eu de gilets jaunes en Suède ! mais la Suède est justement le contre-argument flagrant : 30 ans d'effort et pas de réduction de l'empreinte carbone qui reste à un niveau par habitant de 12% plus élevé qu'en France par exemple : ils émettent moins mais importent plus et l'import représente 60% de l'empreinte carbone de la Suède. Non seulement c'est inefficace mais ça encourage la délocalisation des productions et accroît le transport international !

PHC -le problème est le même pour l'import avec le compte carbone ?

AP -d'abord le compte carbone (démarrant en France) est fait pour s'étendre aux 73 pays les plus émetteurs, et surtout on ne modifie pas les règles de l'OMC (l'organisation mondiale du commerce, comme nous le confirme son ancien président Pascal Lamy) car on n'affecte les échanges internationaux que de grandeurs physiques (les contenus carbone) sans argent ! pas besoin de changer les règles de l'OMC qui prendraient bien dix ans. Il s'établit une nomenclature douanière pour les pays non encore assujettis. Pour le détail du mécanisme se reporter au site web et au Wikipédia du compte carbone.

PHC -le compte carbone est trop compliqué pour les dirigeants actuels, alors qu'une taxe peut se déclencher par un simple décret !

AP -on a les dirigeants qu'on mérite ? En fait nous sommes plus exigeants : nous voulons un référendum pour que la majorité des français le valident. L'ensemble tourne sur deux règles simples et répond aux quatre critères issus des Assises du climat : 1-garantir le résultat de décarbonation, 2-prendre tout en compte, importations comme émissions locales, 3-apporter justice sociale, 4-impliquer tous les acteurs.

PHC -qu'appellez-vous justice sociale avec le compte carbone ?

AP -c'est la reconnaissance de la sobriété contrainte chez les ménages les plus modestes : comme ils auront des excédents et que d'autres manqueront, il s'établira un mécanisme de rachat pour arrondir les fins de mois des plus modestes. Pour une fois les riches seront contents de donner de l'argent pour les pauvres. Et c'est important de reconnaître et monnayer les efforts de sobriété qui vont sauver le monde.

PHC -on peut en faire autant sur la taxe carbone !

AP -Peut-être mais c'est toujours soumis au bon vouloir des dirigeants du moment (et ça peut changer, qui aurait prédit Trump ?) Pour le compte carbone il est prévu de créer une agence carbone paritaire indépendante de Bercy comme recommandé par les spécialistes des biens communs. Un peu sur le modèle de la sécurité sociale qui a bien tenu le coup depuis 1945. Pour résister aux changements de gouvernements...

PHC -si la taxe carbone était à 200€/t cela pourrait rapporter 80 milliards/an à l'État alors que le compte carbone ne fait que coûter !

AP –effectivement nous estimons que le compte carbone coûterait en salaires de l'ordre de 3 milliards/an plus 1 milliard d'aide au conseil. Mais sans frais pour 68% des citoyens alors que les 80 milliards de la taxe carbone sortent bien de leurs poches. Surtout, baser une ressource étatique sur une grandeur qui doit baisser (nous devons passer de 600 à 100 millions de t eqCO2/an) est absolument illogique : comment déshabituer le gouvernement d'une ressource qui doit disparaître ! C'est le même problème que le PIB, comment justifier de pousser la croissance quand nous consommons deux planètes par an ! Comme dit le Président il faut une nouvelle sobriété, mettre notre argent sur des activités décarbonées et respectueuses des équilibres mondiaux.

PHC –en synthèse, le compte carbone est plus juste mais semble plus difficile à lancer ?

AP –oui. Et pour la taxe carbone, même si ce n'était pas antisocial, cela reste très inefficace !

Conclusion :

Cet évènement nous a permis de cibler particulièrement les acteurs économiques afin de les accompagner dans leur stratégie bas carbone en présentant un ensemble d'outils.

★